gMOBILISER SA COMMUNAUTÉ AUTOUR DU DÉFI DE PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ CHEZ LES ENFANTS DE 10 ET 11 ANS

FRANCINE JULIEN-GAUTHIER, MARC DAIGLE,
Université du Québec à Trois-Rivières

LINE BELLEMARE et JOSÉE BEAULIEU
Point-Jeunesse

RÉSUMÉ

Les programmes novateurs ne doivent pas leur succès qu'à leur originalité ou leur pertinence. Ils doivent aussi s'élaborer à partir d'un consensus dans la communauté, de l'expertise et de la crédibilité du personnel et d'une approche évaluative. Le programme Virgule répond à ces conditions et s'adresse à la clientèle des jeunes de 10 et 11 ans qui commettent un premier délit. Cette erreur de parcours n'est pas considérée comme un échec définitif dans la vie de l'enfant mais plutôt comme une occasion de changement, d'où la philosophie de Virgule: « Transformer un point en virgule, c'est faire d'une difficulté une raison d'avancer ».

Cet article présente le programme Virgule, une expérience communautaire novatrice auprès des jeunes de 10 et 11 ans. Cette expérience, réalisée par Point-Jeunesse, un organisme de justice alternative qui a pignon sur rue au Centre-Mauricie, mobilise les membres de la communauté interpellés par la délinquance juvénile: police, commerçants et commerçantes et personnel des écoles primaires. Le programme Virgule rallie collaborateurs et collaboratrices et intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse dans une action concertée: aider les jeunes de 10 et 11 ans qui ont commis un délit. Dans ce contexte, un enfant qui commet un délit est certes dénoncé mais il est aussi référé par la police ou le personnel de son école à l'organisme, qui invite alors l'enfant, accompagné de ses parents, à s'inscrire dans une démarche volontaire de responsabilisation et de réparation.

Point-Jeunesse, l'organisme initiateur du programme communautaire, est lui-même un organisme de justice alternative qui, jusqu'à récemment, œuvrait uniquement auprès des jeunes de 12 à 18 ans. Il s'agit d'un organisme communautaire québécois, dont le principal mandat consiste à contribuer à l'application de la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC) (Canada, 1982/1985). En concertation avec le Directeur provincial du secteur de la Loi sur les jeunes contrevenants et les diverses instances sociales et judiciaires, Point-Jeunesse applique des mesures dites de rechange ou ordonnées, telles celles qui sont prévues dans la LJC et le Code de procédures pénales. Il vise également à développer et à appliquer des mesures alternatives. Dans le développement et l'application de ces mesures auprès des jeunes contrevenants et contrevenantes, l'organisme se doit de tenir compte des principes édictés par les deux lois citées précédemment. La philosophie d'intervention de Point-Jeunesse est centrée sur la considération et le respect des droits des jeunes, la

préoccupation d'être attentifs à leurs besoins particuliers, le souci de les responsabiliser face à leurs actes et l'amélioration de leur conscience sociale par rapport aux normes qui régissent la communauté. Elle reconnaît aux parents la responsabilité de fournir « conseils et assistance » à leur enfant, de répondre à ses besoins physiques, psychologiques et éducatifs, et de lui offrir l'encadrement que requiert sa situation.

Selon la LJC, l'adolescente ou l'adolescent est le premier responsable de ses actes et du préjudice causé à la victime en particulier ou à la société en général. Il est donc l'objet premier de l'intervention, laquelle a pour but de l'accompagner dans une démarche de responsabilisation et de réparation. L'intervention est axée sur l'amélioration de la conscience morale du jeune contrevenant ou de la jeune contrevenante, l'accroissement de son estime personnelle et le développement de ses habiletés sociales. Les parents ne sont pas les objets directs de l'intervention; de par leur situation privilégiée, ils sont cependant des partenaires de premier plan en tant que responsables de leur enfant. Les dispositions de la LJC introduisent également la victime comme un acteur au sein du système de justice pour les mineurs. Cette victime peut être un citoyen ou une citoyenne en particulier (victime personnalisée) ou un entité collective (personne morale). L'intervention de conciliation avec la victime est d'ailleurs l'une des mesures privilégiées par l'organisme Point-Jeunesse, car cette mesure permet la résolution d'un problème communautaire par les principaux intéressés. L'intervention de conciliation réalisée auprès du jeune et de sa victime, tout en étant une mesure concrète et rattachée au délit, s'avère potentiellement très responsabilisante. Pour le jeune contrevenant ou la jeune contrevenante, elle inclut le message non équivoque de blâme à l'endroit du geste posé et la dimension éducative de cette expérience peut amener l'adolescent ou l'adolescente à ne pas récidiver (Gouvernement du Québec, 1995). Cette mesure peut constituer un moyen efficace d'administrer la justice, en remettant le conflit entre les mains de ceux à qui il appartient vraiment: jeune contrevenant ou contrevenante et victime (en leur assurant, bien sûr, un soutien adéquat). Depuis mars 1997, l'organisme Point-Jeunesse a utilisé cette mesure auprès de 60 jeunes contrevenants et contrevenantes qui avaient effectué un vol à l'étalage. Depuis lors, aucune récidive pour vol à l'étalage n'a été enregistrée chez ces jeunes, dans le cadre de l'application de la LJC (Bellemare & Lévesque, 2000).

LA PROBLÉMATIQUE

La Loi sur les jeunes contrevenants a été adoptée par le Gouvernement du Québec en 1982, et mise en vigueur en 1984. Elle est le fruit d'une longue évolution, initiée au début des années 50, où on a voulu dépasser les simples perspectives de la répression et centrer les interventions sur l'éducation et la réadaptation des jeunes (Gouvernement du Québec, 1995). Cette disposition législative s'adresse exclusivement aux jeunes de 12 à 18 ans, auteurs et auteures d'infractions au Code criminel ou à ses lois connexes. Pour les plus jeunes contrevenants et contrevenantes et leurs familles, aucune aide spécialisée en prévention de la criminalité n'est accessible. Or, la période de la vie où la délinquance a le plus de chances d'apparaître atteint un sommet entre 10 et 12 ans (figure 1). À cette période cruciale, la conduite délinquante est favorisée par une double motivation: d'une part le besoin de s'opposer, de se distinguer de l'adulte, et d'autre part le

MOBILISER SA COMMUNAUTÉ AUTOUR DU DÉFI

respect des prescriptions en provenance des membres du groupe d'appartenance, « sa gang ». Les résultats de plusieurs études démontrent aussi que les jeunes dont les comportements délictueux apparaissent plus tôt ont une probabilité plus élevée de devenir des délinquants et délinquantes chroniques (Farrington, 1983; Hamparian, Schuster, Dinitz, & Conrad, 1978; Wadsworth, 1979). Par ailleurs, les comportements antisociaux des jeunes, par leur impact social néfaste et les coûts qu'ils engendrent pour la société, constituent un problème particulièrement onéreux (Pro-vost, Royer, & Coutu, 1999).

FIGURE 1

Répartition des sujets (%) selon l'âge au tout premier délit

Source : Fréchette & Le Blanc (1987), p. 94

Dans la région Mauricie-Centre-du-Québec, le Conseil régional de prévention de la criminalité a tenu en 1999 une consultation auprès des intervenants et intervenantes du milieu sur les services offerts en prévention de la criminalité. Les répondants et répondantes ont identifié les jeunes de 6-12 ans comme le « groupe prioritaire » à rejoindre en matière de prévention de la criminalité. Ils ont exprimé l'opinion, dans une proportion de 86%, que la responsabilisation des individus et des collectivités représente actuellement le domaine d'intervention prioritaire à développer. Ces résultats confirment la nécessité d'intervenir auprès de jeunes de moins de 12 ans, et la pertinence de l'implantation d'un programme d'action communautaire à cet égard dans notre région (Conseil régional de prévention de la criminalité Mauricie-Centre-du-Québec, 2000).

À la lumière de ces données, une réflexion a été amorcée par les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse et les membres du conseil d'administration de cet organisme communautaire au sujet de la prévention de la criminalité chez les enfants. Au niveau du système judiciaire, les enfants de moins de 12 ans ne sont pas tenus responsables des infractions au code criminel qu'ils peuvent commettre. Cependant, les commerçants et commerçantes de la région, ainsi que les membres des corps policiers et le personnel des écoles primaires avec qui les intervenantes et

intervenants de Point-Jeunesse travaillent en étroite collaboration, leur font part, régulièrement, des difficultés occasionnées par la délinquance juvénile chez les pré-adolescents et pré-adolescentes. Ils soulignent l'impuissance des intervenantes et intervenants locaux face au phénomène et l'absence d'une intervention spécialisée à cet égard. Ces considérations soulèvent bien des questionnements, et les intervenants et intervenantes s'interrogent à savoir si l'expertise développée depuis de nombreuses années dans l'aide apportée aux jeunes et à leurs familles pourrait être adaptée pour les enfants de 10 et 11 ans dans la réalisation de mesures alternatives axées sur la responsabilisation du jeune et sur la réparation.

LE PROGRAMME VIRGULE

« Transformer un point en virgule, c'est faire d'une difficulté une raison d'avancer. »

C'est dans ce contexte que le programme Virgule a été élaboré par les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse afin d'aider les membres de la collectivité du Centre-Mauricie à prévenir la criminalité chez les enfants. Plus spécifiquement, le programme vise à prévenir la criminalité chez les jeunes de 10 et 11 ans qui ont commis un délit, en offrant une aide spécialisée à ces jeunes et à leurs familles afin d'éviter leur engagement plus chronique dans la délinquance juvénile. De façon classique, on considère qu'il s'agit d'un programme de prévention secondaire, qui consiste à empêcher que des difficultés naissantes ne deviennent des désordres plus sérieux (Blanchet, Laurendeau, Paul, & Saucier, 1993). Plus spécifiquement, les activités de prévention secondaire sont de type « ciblé », puis-qu'elles sont destinées à des personnes ou groupes à risque en raison de caractéristiques personnelles ou environnementales (Mrazek & Haggerty, 1994). Dans cette optique, il comprend l'identification et la correction précoce des symptômes en tentant d'éviter que les jeunes identifiés comme présentant des risques élevés (puisque'ils ont commis un délit) ne s'engagent de façon plus chronique dans la délinquance juvénile.

Le programme Virgule met l'accent sur l'intervention rapide, l'information, l'éducation, la responsabilisation de l'enfant et l'amélioration de ses habiletés sociales (adoption de meilleurs comportements sociaux). L'intervention est réalisée en partenariat avec les corps policiers des municipalités du Centre-Mauricie, les commerçants et commerçantes, le personnel des écoles primaires et les membres de la communauté (et plus particulièrement les victimes qui souhaitent participer à la démarche de responsabilisation du jeune contrevenant ou de la jeune contrevenante).

Sensibilisation et concertation

La réflexion amorcée par les intervenantes et intervenants de Point-Jeunesse et les membres de leur conseil d'administration s'est étendue aux dirigeants et dirigeantes des trois principales municipalités du Centre-Mauricie et aux responsables de leurs corps policiers. Les intervenantes et intervenants de Point-Jeunesse sont allés rencontrer ces personnes afin de discuter de la pertinence et de la faisabilité de l'implantation d'un programme de prévention de la criminalité à l'intention des enfants de 10 et 11 ans. Les principaux éléments abordés lors de ces rencontres concernent:

Le volontariat. L'aide spécialisée offerte aux enfants de 10 et 11 ans qui ont commis un délit et à leurs familles doit être accessible sur une base tout à fait volontaire. En effet, selon les dispositions de la Loi, les enfants de moins de 12 ans ne sont pas tenus responsables des délits qu'ils peuvent commettre et des conséquences de ces délits. De façon générale, ils ne sont pas justiciables (Canada, 1982/1985). Cependant, lors de l'arrestation d'un enfant de 10 ou 11 ans qui a commis un délit, la police peut présenter le programme Virgule à l'enfant et à sa famille et les inciter à se prévaloir d'une aide spécialisée et gratuite. Il est important que la décision de participer au programme origine de l'enfant et de sa famille qui souhaitent s'inscrire dans un processus de responsabilisation pour leur enfant, démarche qui vise pour lui l'adoption de meilleurs comportements sociaux.

La rapidité de l'intervention. La célérité des interventions est une condition essentielle de leur impact et de leur crédibilité; une réaction sociale lente peut être interprétée par les jeunes comme une expression d'indifférence, sinon comme une forme de tolérance par défaut (Gouvernement du Québec, 1995). Il est donc essentiel de planifier la réalisation du programme de façon à intervenir rapidement après la commission du délit pour offrir une aide spécialisée au jeune et à sa famille.

La collaboration entre la police et les intervenants et intervenantes communautaires. Le manque de collaboration personnalisée et l'ignorance du rôle joué par les autres acteurs caractérisent souvent les rapports (ou le manque de rapports) que la police entretient avec les autres groupes d'intervenants et intervenantes (Gouvernement du Québec, 1995). L'implantation d'un programme conjoint de prévention peut faciliter la communication et la collaboration entre la police et les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse et accroître l'efficacité du travail des uns comme des autres.

Au terme des rencontres entre les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse, les dirigeantes et dirigeants municipaux et les responsables de leurs corps policiers, ceux-ci ont consenti à investir un montant de 2 366\$ pour l'implantation du programme de prévention Virgule.

Les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse ont poursuivi leur démarche en allant rencontrer les principaux commerçants et commerçantes du Centre-Mauricie (en majorité ceux qui opèrent un commerce de vente au détail). Ces personnes ont été sensibilisées et informées au sujet de la problématique de la délinquance juvénile chez les enfants de 10 et 11 ans. Lors de ces rencontres, les commerçants et commerçantes ont accepté de communiquer avec la police de leur municipalité afin que la police intervienne lorsque des enfants de 10 et 11 ans commettent des délits dans leurs établissements. Ils ont ajouté un montant de 2 000\$ au budget d'implantation du programme Virgule dans leur communauté.

Les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse sont également allés rencontrer les membres de la direction des 23 écoles primaires du Centre-Mauricie. Ils ont abordé avec eux la problématique de la délinquance juvénile chez les enfants de 10 et 11 ans. Une entente de collaboration a été convenue avec les membres du personnel des écoles primaires, entente qui les incite à communiquer avec la police de leur municipalité ou les intervenantes et intervenants de l'organisme lorsque des élèves de 10 et 11 ans commettent des délits à l'école. Les dirigeants et dirigeantes

des écoles primaires ont également accepté d'allouer une somme de 3 400\$ pour contribuer à l'implantation du programme Virgule dans la région du Centre-Mauricie.

Parallèlement à ces démarches, les intervenants et intervenantes ont sollicité des lettres d'appui des principaux partenaires institutionnels, publics, politiques et communautaires afin de soutenir une demande de financement au Centre national de prévention du crime (CNPC), dans le cadre des projets de mobilisation des collectivités. Le financement a permis l'embauche du personnel nécessaire à l'implantation du programme.

Implantation et réalisation du programme

L'implantation du programme Virgule a débuté en mai 2000, suite à l'acceptation du financement du projet par le CNPC. Les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse ont alors procédé à la réalisation d'un dépliant explicatif et promotionnel du programme Virgule. Le dépliant a pour but de faire connaître le programme aux personnes et aux organismes les plus susceptibles d'être touchés par la pré-délinquance juvénile. Un « Formulaire de référence » est élaboré à l'intention des membres des corps policiers et du personnel des écoles primaires afin qu'ils puissent transmettre la demande d'aide aux intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse.

Ainsi depuis mai 2000, un policier ou une policière qui procède à l'arrestation d'un enfant de 10 ou 11 ans peut leur expliquer le fonctionnement du programme Virgule, et offrir au jeune et à sa famille une aide spécialisée, leur permettant de s'inscrire dans une démarche de responsabilisation et de réparation. Le policier ou la policière leur donne le dépliant explicatif, les invite à s'inscrire dans cette démarche, remplit avec eux le « Formulaire de référence » et l'achemine à Point-Jeunesse.

Lors de la référence d'un enfant de 10 ou 11 ans qui a commis un délit, l'intervenant ou l'intervenante de Point-Jeunesse communique avec l'enfant et ses parents et convient avec eux de la tenue d'une première rencontre au bureau de l'organisme. La première rencontre avec l'enfant et sa famille vise à leur présenter la formule d'aide privilégiée par le programme Virgule, qui a pour but de responsabiliser l'enfant, de l'amener à poser un geste de réparation et à adopter de meilleurs comportements sociaux. L'intervenant ou l'intervenante offre du soutien à l'enfant et à sa famille pour les aider à composer avec cette situation difficile, et les assiste dans l'identification de leurs besoins, afin de mettre un terme aux comportements délictueux de leur enfant et de retrouver l'harmonie familiale. L'intervenant ou l'intervenante les informe également du soutien disponible dans leur collectivité et les réfère à une ressource extérieure lorsqu'une problématique vécue par la famille outrepassse le mandat du programme. Cet accompagnement vers une ressource externe lorsque la famille est aux prises avec une problématique majeure a une connotation préventive importante. Elle vise à contrer les effets de certains facteurs de risque sociaux et familiaux précoces qui peuvent influencer l'émergence d'une conduite délinquante persistante (Morizot & Le Blanc, 2000). En étant attentifs à l'ampleur des difficultés qui peuvent être vécues par les familles, les intervenants et intervenantes agissent en amont des problèmes, sur une possibilité de détérioration de la condition du jeune et de sa famille. La première rencontre

prévoit également la planification d'une entrevue individuelle avec l'enfant et l'intervenant ou l'intervenante de Point-Jeunesse qui l'accompagne dans la poursuite de sa démarche de responsabilisation. Lors de cette rencontre, qui se déroule au bureau de l'organisme, ils identifient ensemble un moyen concret de réparation: une rencontre de conciliation avec la victime, la rédaction d'une lettre d'excuses, la participation à un atelier d'amélioration de ses habiletés sociales, etc. L'intervenant ou l'intervenante planifie ensuite avec l'enfant la réalisation de l'activité de réparation et l'accompagne tout au long de la démarche. Le processus est conclu par une troisième rencontre, animée par l'intervenant ou l'intervenante de Point-Jeunesse qui fait un retour sur les événements avec l'enfant et sa famille, et souligne les qualités de l'enfant dans la réalisation de sa démarche de réparation. L'intervenant ou l'intervenante procède par la suite à la fermeture du dossier. Un suivi téléphonique est effectué auprès des différentes personnes engagées dans la démarche, 3 mois après la rencontre de fermeture du dossier. L'impact de ce type d'intervention préventive est souligné par plusieurs auteurs et auteures, notamment Landry et Guay (1987), qui affirment que la meilleure stratégie préventive consiste à se centrer sur les personnes et à utiliser des interventions éducatives permettant le développement et l'utilisation de leurs habiletés d'adaptation et des forces psychosociales du milieu.

La vignette ci-dessous illustre le processus d'intervention proposé par le programme Virgule.

Vignette clinique

Jr est âgé de 10 ans et il est référé au programme Virgule pour vol à l'étalage de cartes de Pokémon dans une pharmacie. Pour la période estivale, Jr habite chez sa mère, qui est de condition modeste, car elle est en situation de monoparentalité et ne travaille pas à l'extérieur. Jr a une demi-sœur de 2 ans plus âgée que lui.

Lors de la première rencontre de l'intervenante avec la famille, Jr est replié sur lui-même et cherche continuellement le regard de sa mère. La grande sœur est assise à l'arrière d'eux et semble à l'écoute de ce qui se déroule.

Après les présentations d'usage, la mère ouvre la discussion en indiquant qu'elle trouve important qu'un tel programme existe pour les enfants de cette catégorie d'âge et surtout qu'on y participe sur une base volontaire. Jr est à l'écoute des discussions mais affiche en même temps un certain détachement. L'intervenante explique les principaux objectifs du programme en mettant l'accent sur la démarche possible de réparation de Jr. Au fur et à mesure que les explications sont données, Jr devient plus attentif et, à certains moments, il apporte son opinion, pose des questions et semble plus à l'aise de parler du délit. À ce moment, l'entretien se déroule uniquement entre l'intervenante et Jr, ce dernier manifeste déjà le désir de réparer son geste et semble préoccupé des conséquences que peuvent entraîner le vol à l'étalage chez les commerçants et commerçantes. À la suite de la présentation des alternatives possibles qui s'offrent à Jr pour poser un geste de réparation, les deux conviennent d'un commun accord que Jr ira rencontrer le commerçant afin de lui expliquer ce qui l'a motivé à poser ce geste et également afin de lui présenter ses excuses. Par contre, Jr exprime le désir que sa mère soit aussi présente lors de la rencontre avec le commerçant. L'intervenante lui indique que cela est impossible, compte tenu que sa mère n'était pas avec lui lors de la commission du délit. Jr,

après quelques minutes de réflexion, admet qu'il serait plus opportun d'y aller seulement avec l'intervenante. Ils déterminent la date et l'heure de la rencontre avec le commerçant.

À la fin de l'entretien, la mère demande à l'intervenante de lui parler seule à seule. Compte tenu qu'un des objectifs du programme vise également à fournir de l'information aux parents sur les différentes ressources existantes dans le milieu, l'intervenante accepte. Madame indique qu'elle vit des périodes difficiles en ce moment et aimerait recevoir de l'aide afin de mieux structurer sa famille. Étant donné que cette problématique dépasse le mandat du programme, l'intervenante réfère madame à une ressource extérieure.

À la date convenue, Jr se présente finalement au bureau de l'intervenante accompagné de sa grande sœur, et cette dernière s'installe dans la salle d'attente. Jr passe au bureau et il semble anxieux et fébrile à l'idée de rencontrer le commerçant. On discute du contenu de la conversation qu'il désire avoir avec le commerçant. Après discussions, il semble prêt à le rencontrer. Dès l'arrivée à la pharmacie, l'intervenante sent déjà Jr très nerveux mais par contre heureux que cette situation se règle bientôt. Le commerçant valorise la démarche de Jr et souligne son courage. Jr lui explique le but de la rencontre et ce qu'il a appris lors des entretiens avec l'intervenante. De plus, il lui présente ses excuses et lui mentionne qu'il ne recommencera plus jamais. Le commerçant semble satisfait de la rencontre, le tout se termine par une bonne poignée de main et un grand sourire des deux parties. De retour au bureau, Jr s'empresse de raconter son expérience à sa sœur et semble très satisfait. Il mentionne qu'il est impatient d'informer sa mère des résultats de la démarche.

Les conditions de réussite du projet

Le programme Virgule est issu des préoccupations de différents intervenants et intervenantes du milieu (personnel des écoles, corps policiers, commerçants et commerçantes, parents, travailleurs sociaux et travailleuses sociales, etc.) au sujet de la pré-délinquance juvénile. Leurs préoccupations, doublées d'une volonté de contribuer à changer les choses, sont à l'origine de l'élaboration de ce programme de prévention. D'entrée de jeu, le projet est piloté par les intervenants et intervenantes de Point-Jeunesse, un organisme de justice alternative dont l'engagement auprès de la population et le savoir-faire sont appréciés depuis plus de 15 ans au Centre-Mauricie. La participation de Point-Jeunesse à diverses activités de développement et d'action communautaire lui a permis de faire reconnaître son expertise par les membres de sa collectivité. Les intervenants et intervenantes de l'organisme participent notamment à la Table socio-judiciaire Centre-Mauricie/Mékinac, le Conseil de développement communautaire de Mékinac, le Comité de travail sur la violence Centre-Mauricie, les rencontres régionales des Organismes de Justice Alter-native, etc.

La crédibilité qu'ont acquise les intervenants et intervenantes de l'organisme par leur implication dans le milieu leur a permis de s'allier les partenaires essentiels à la mise sur pied du programme Virgule. Ainsi les municipalités, les corps policiers, les commerçants et commerçantes et le personnel des écoles primaires se sont engagés dans la réalisation du programme de plusieurs façons: (a) en concluant des ententes de collaboration pour l'implantation du programme dans leur milieu; (b) en

contribuant financièrement à la réalisation des activités du programme; et (c) en participant à la tenue d'activités promotionnelles pour favoriser la connaissance et l'implantation du programme.

Pour l'organisme Point-Jeunesse, la motivation et l'engagement des membres de sa collectivité sont des éléments-clé de la réussite du programme. Ils viennent renforcer l'action des intervenants et intervenantes auprès des enfants de 10 et 11 ans qui ont commis un délit.

Au niveau de l'intervention, l'organisme s'appuie également sur la formation et sur l'expérience de son personnel pour maximiser les chances de réussite du programme. Possédant pour la plupart une solide formation universitaire, les intervenants et intervenantes se sont d'abord attardés à approfondir et à documenter la problématique de la délinquance juvénile chez les enfants de moins de 12 ans. Ils ont ensuite communiqué avec des chercheurs et chercheuses du milieu universitaire afin d'élaborer avec eux un programme de prévention novateur. Ainsi la formation et l'expertise des intervenants et intervenantes de l'organisme, jumelée aux connaissances des chercheurs et chercheuses du milieu universitaire, ont conduit à l'expérimentation d'une nouvelle formule de prévention de la criminalité chez les enfants de 10 et 11 ans qui ont commis un délit.

Le programme Virgule a été construit avec un devis formel d'évaluation afin d'en mesurer les effets auprès des jeunes, de leur famille et des membres de la communauté (et plus particulièrement des victimes). Le devis d'évaluation prévoit la production de données à la fois quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives servent à compiler les informations statistiques aux différentes étapes de l'intervention afin de mesurer les effets du programme. Les données qualitatives permettent plus de connaître les conditions de réalisation de l'intervention et offrent la possibilité d'effectuer des ajustements en cours de réalisation pour favoriser l'atteinte des objectifs du programme.

Le programme Virgule veut également permettre l'avancement des connaissances dans le domaine de l'intervention en pré-délinquance juvénile. Pour ce faire, la démarche d'évaluation est l'objet d'un suivi rigoureux, en étroite collaboration avec les chercheurs et chercheuses du milieu universitaire. À ce chapitre, la démarche évaluative est tout à fait pertinente, puisque le manque d'interventions préventives évaluées rigoureusement est particulièrement flagrant au Québec (Le Blanc, 1999).

De plus, le programme Virgule a été soumis à une première consultation auprès des pairs en juin 2000. En effet, lors de l'assemblée annuelle du Regroupement des organismes de justice alternative du Québec (ROJAQ),¹ il a fait l'objet d'une présentation en kiosque et suscité l'intérêt de nombreux intervenants et intervenantes. Ceux-ci ont fait part aux membres de l'équipe de Point-Jeunesse de leurs perceptions et questionnements quant à l'implantation d'un programme de prévention auprès des jeunes de 10 et 11 ans qui ont commis un délit. Les opinions et commentaires d'intervenantes et intervenants chevronnés se sont avérés très positifs. Ils sont venus confirmer le bien-fondé d'un tel programme en délinquance juvénile et ont permis de repérer quelques pièges à éviter lors de son implantation dans le milieu.

Finalement, le dernier élément sur lequel s'appuie Point-Jeunesse pour favoriser la réussite du projet est le financement obtenu du Gouvernement du Canada,

par le biais de son programme de mobilisation des communautés (Centre national de prévention du crime, 1998). Il permet d'assurer un financement adéquat des activités du programme, une plus grande stabilité et tout particulièrement l'embauche de personnel qualifié.

CONCLUSION

Le problème de la pré-délinquance juvénile touche tous les membres d'une collectivité, d'où l'importance de mobiliser sa communauté autour d'une action concertée ayant pour but l'atteinte de ce qu'on a identifié dans l'invitation à présenter des communications pour ce numéro spécial comme un « juste équilibre entre contrôle et traitement ». Le programme de prévention Virgule, réalisé en partenariat avec les membres de la collectivité du Centre-Mauricie, vise cet objectif. Plus spécifiquement, il vise à prévenir la criminalité chez les jeunes de 10 et 11 ans qui ont commis un délit, en offrant une aide spécialisée à ces jeunes et à leurs familles afin d'éviter leur engagement plus chronique dans la délinquance juvénile. Dans son actualisation, il mise sur la synergie des interventions entre les principaux groupes de personnes touchées par la problématique de la pré-délinquance juvénile au Centre-Mauricie. Cet aspect est essentiel à la réalisation du programme: il ne se limite pas à une augmentation des ressources d'aide aux jeunes et à leur famille, mais compte avant tout sur une action concertée qui permet aux différents acteurs de la communauté d'être actifs et engagés dans la démarche.

Le programme de prévention Virgule, réalisé en étroite collaboration avec des chercheurs et chercheuses du milieu universitaire, veut permettre « l'expérimentation d'une pratique sociale porteuse de changement » (Charbonneau & Béliveau, 1999). L'implantation de ce programme communautaire de prévention contribue également à la réalisation de la mission de l'organisme Point-Jeunesse. Celle-ci consiste essentiellement au développement et au maintien d'une pratique différente en matière de justice pour les mineurs et se singularise par une approche qui repose sur une large implication communautaire.

NOTES

1. Le ROJAQ (anciennement le ROOQ) est une association provinciale à but non lucratif qui regroupe présentement 39 organismes de justice alternative.
2. Le programme Virgule est réalisé en partie grâce au soutien financier du Centre national de prévention du crime, par le biais de son programme de mobilisation des communautés.

ABSTRACT

Originality and relevance are not the only factors in the success of innovative programs. Community consensus, expertise and credibility of staff, and evaluative approaches are important as well. *Virgule* ("Comma"), a program aimed at helping 10- and 11-year-olds who are first offenders, has these characteristics. The temporary hitch in the youth's life is viewed not as a definitive failure but as an opportunity for change. This is Virgule's philosophy: "Changing a period into a comma means changing a difficulty into a reason for progress."

RÉFÉRENCES

- Bellemare, L., & Lévesque, A. (2000). Recherche sur le vol à l'étalage. *Point-Jeunesse: le Journal des collaborateurs*, 25, 7.
- Blanchet, L., Laurendeau, M.-C., Paul, D., & Saucier, J.-F. (1993). *La prévention et la promotion en santé mentale: préparer l'avenir*. Boucherville, QC: Gaëtan Morin.
- Canada. (1982/1985). *Loi sur les jeunes contrevenants*, L.R. 1985, ch. Y-1.
- Centre national de prévention du crime. (1998). *Programme de mobilisation des collectivités: guide d'accès*. Ottawa: Ministère de la Justice.
- Charbonneau, S., & Béliveau, D. (1999). La médiation et les organismes de justice alternative au Québec. *Criminologie*, 32, 1, 57-77.
- Conseil régional de prévention de la criminalité Mauricie-Centre-du-Québec. (2000). *Consultation sur les services offerts auprès du milieu*. Trois-Rivières, QC: Auteur.
- Farrington, D.P. (1983). Offending from 10 to 25 years of age. Dans K. Teilman Van Deusen & S.A. Mednick (dir.), *Prospection Studies Forms and Delinquency* (pp. 17-38). Boston: Klumer Nyhof.
- Fréchette, M., & Le Blanc, M. (1987). *Délinquances et délinquants*. Boucherville, QC: Gaëtan Morin.
- Gouvernement du Québec. (1995). *Au nom . . . et au-delà de la loi (Rapport Jasmin)*. Québec: Ministère de la Justice et Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- Hamparian, D.M., Schuster, R., Dinitz, S., & Conrad, J.P. (1978). *The violent few: A study of dangerous juvenile offenders*. Toronto: Lexington.
- Landry, M., & Guay, J. (1987). La perspective communautaire. Dans J. Guay (dir.), *Manuel québécois de psychologie communautaire* (pp. 3-47). Chicoutimi, QC: Gaëtan Morin.
- Le Blanc, M. (1999). L'évolution de la violence chez les adolescents québécois: phénomène et prévention. *Criminologie*, 32(1), 161-194.
- Morizot, J., & Le Blanc, M. (2000). Le rôle des pairs dans l'émergence et le développement de la conduite délinquante: une recension critique des écrits. *Revue canadienne de psycho-éducation*, 29(1), 87-117.
- Mrazek, P.J., & Haggerty, R.J. (1994). Reducing risk for mental disorders: Frontiers for preventive intervention research. Washington, DC: National Academy Press.
- Provost, M.A., Royer, N., & Coutu, S. (1999). *Facteurs de résistance et d'inadaptation chez les 3-6 ans*. Rapport de recherche. Trois-Rivières, QC: Université du Québec à Trois-Rivières.
- Wadsworth, M. (1979). *Roots of delinquency: Infancy, adolescence and crime*. Oxford, Royaume-Uni: Martin Robertson.